

LE FERROVIAIRE A SA VOIE

Bulletin de la coordination



LES 17 ET 18 JUIN, LE SOULÈVEMENT DE LA MONTAGNE : UNE PREMIÈRE RÉUSSITE !

Malgré les difficultés, 5000 personnes – de tous âges et origines : savoyardes, françaises, italiennes, européennes – sont venues en Maurienne pour exprimer leur opposition à la nouvelle ligne Lyon-Turin. Elles ont défilé de façon festive le samedi et ont échangé le dimanche lors de débats avec des scientifiques sur les raisons de rejeter ce grand projet inutile.

Les 11 organisations ayant déclaré la manifestation ont accepté toutes les demandes du préfet, comme de ne pas installer le campement sur le terrain envisagé et de modifier l'itinéraire. Malgré cela, la préfecture, aux ordres du ministre, a interdit la

manifestation dans un large périmètre. Un campement a pu tout de même s'établir dans de bonnes conditions grâce à certains acteurs locaux.

La manifestation a eu lieu en dehors de la zone d'interdiction. Mais, malgré les négociations menées par les organisateurs, des députés français et européens face à un préfet intransigeant, elle a rapidement été bloquée, ce qui a provoqué la colère d'une minorité de manifestants et des heurts limités.

Nous dénonçons l'atteinte à la liberté de circulation de nombreux Italiens bloqués à la frontière malgré la présence de députés. Nous dénonçons la désinformation et les

points de vue biaisés sur nos actions qui ont été relayés par quelques médias. Nous dénonçons aussi le climat de peur qui a été instillé dans la vallée par Tunnel Euralpin Lyon-Turin (TELT), certains élus et médias. Non, il n'y avait aucun risque d'agression contre les personnes et encore moins d'enlèvements d'enfants ! Non, il n'y avait pas de projet de ZAD ni d'intention de déchaîner la violence ! La liberté de manifestation a été encore une fois bafouée.

La seule véritable peur était du côté des promoteurs du Lyon-Turin ! Peur que les dévastations produites par les chantiers préparatoires et l'inutilité de leur projet soient révélées par les nombreux médias venus couvrir l'événement.

Le 11 août le Conseil d'État a suspendu la dissolution des Soulèvements de la Terre. Cette décision démontre que notre première action s'est déroulée avec très peu de tensions. Convaincues d'œuvrer pour le bien commun et l'intérêt général, toutes nos organisations continueront d'expliquer à la population et aux élus les raisons d'arrêter cette deuxième ligne Lyon-Turin et de renforcer les solutions existantes.



LE LYON TURIN EXISTE DÉJÀ, UTILISONS-LE !

Lorsque l'on parle d'un mégaprojet à plus de 30 milliards d'euros et que le réchauffement climatique nous oblige à repenser nos façons de produire, de se déplacer, il est légitime que des oppositions s'affirment face aux promoteurs du Lyon-Turin. La caricature est souvent utilisée pour essayer de discréditer celles et ceux qui s'opposent à creuser plus de dix tunnels pour ce projet, or nous le réaffirmons, l'ensemble des collectifs, signataires de cette lettre ouverte, sont favorables au ferroviaire.

Nous souhaitons que le train devienne incontournable dans notre société, et non une simple alternative. Dans les Vallées Alpines, sortons des déclarations d'intention et lançons un report modal de la route vers le rail, rapidement, en optimisant la ligne existante.

UN PROJET AU BILAN CARBONE ÉPOUVANTABLE



Comment la capacité actuelle de cet axe ferroviaire peut-elle être inférieure à ce qu'elle était avant des travaux réalisés entre 2007 et 2012 et ayant coûté près d'un milliard d'euros ? Aujourd'hui, 27 trains voyageurs et fret circulent par jour, alors qu'en 1998, près de 130 traversaient le tunnel ferroviaire du Mont-Cenis. Sur la base de documents officiels, avec un travail d'expertise rigoureux depuis des années et la connaissance des cheminotes et cheminots, nous soutenons avec certitude qu'il est possible de sortir progressivement entre 800 000 et 1 million de camions de nos routes. Ce changement radical

passera inévitablement par une très forte volonté politique accompagnée d'actes techniques, financiers et réglementaires et notamment la mise en place d'ouvrages de protection des riverains.

L'urgence est aussi d'arrêter le gouvernement qui veut liquider l'entreprise publique Fret SNCF, outil indispensable pour réaliser le report modal vers le rail dans le cadre de la transition écologique. La casse de cette entreprise publique au niveau national est similaire à la destruction de la gare de triage de Saint-Jean-de-Maurienne demandée par TELT. Le tracé de l'éventuelle seconde ligne ferroviaire a supprimé une quarantaine de voies ferrées à Saint-Jean-de-Maurienne qui permettaient de garer, trier, manœuvrer et livrer des clients. Après le site ferroviaire de Modane, qui a été saccagé depuis plus de 20 ans, c'est au tour de celui de Saint-Jean-de-Maurienne d'être pratiquement rasé. Comment est-il possible, en pleine crise écologique, de supprimer cet outil de production, qui aurait permis de favoriser le report modal du local à l'international ?

L'objectif de ce deuxième Lyon-Turin n'est pas de rendre la vie quotidienne des gens meilleure dans le respect de notre planète. Il s'inscrit dans le processus de privatisation du ferroviaire en France et sur la politique des « grands travaux » qui consiste à mettre sous perfusion d'argent public les grandes entreprises du BTP.

Pour évaluer l'intérêt d'une infrastructure nouvelle, revenons au raisonnement de base : est-elle d'intérêt public ? Son coût est-il inférieur à la somme des avantages escomptés et des inconvénients estimés ? Surtout, y a-t-il d'autres solutions ? Les réponses à ces premières questions essentielles nous permettent d'affirmer l'inutilité d'une deuxième ligne Lyon-Turin et surtout l'urgence, renforcée par la fermeture 3 mois par an du tunnel du Mont-Blanc, d'utiliser massivement dès maintenant la ligne existante.

La vallée de la Maurienne a connu le dimanche 27 août un important éboulement, le plus important dans le domaine rocheux pour un ouvrage ferroviaire depuis 1978. Depuis près de 50 ans, ni la voie ferrée ni la route n'ont été réellement sécurisées alors qu'elles sont essentielles pour les déplacements des résidents de la vallée, la desserte de Modane, de la haute Maurienne et de l'Italie.

Aujourd'hui les promoteurs du Lyon-Turin osent écrire sur les réseaux sociaux qu'avec leur projet les circulations seraient sécurisées ! Ils démontrent que la sûreté des déplacements des habitants de la Maurienne n'est pas leur préoccupation puisque ce projet de tunnel n'apporte rien à celles et ceux qui circulent sur la route ou sur le réseau ferré de la haute Maurienne ou Modane à Saint-Jean-de-Maurienne.

Cela confirme une fois de plus que le Lyon-Turin n'a pas vocation à améliorer notre vie quotidienne !